

Que nous réserve l'année 2008 ?

L'Institut a soumis son mémorandum au gouvernement en juillet 2007. En réalité, nous devons attendre jusqu'au printemps de cette année pour que ce mémorandum reçoive l'attention d'un ministre compétent. Le fait que les deux compétences de tutelle (Économie et Classes moyennes) sont réunies entre les mains d'une seule et même ministre, à savoir Madame Sabine Laruelle, devrait toutefois être un avantage. Nous espérons une collaboration constructive afin de pouvoir mettre nos propositions en pratique.

Le début de l'année 2008 a été marqué par toute une série d'événements économiques préoccupants. Il y a, tout d'abord, eu la perspective d'un ralentissement de la croissance économique, doublée d'un sentiment d'inflation. La crainte d'une diminution du pouvoir d'achat s'est alors traduite, dans diverses entreprises, par des épisodes de troubles sociaux, certes de courte durée, mais non moins importants.

Au même moment, une baisse des Bourses au niveau international a provoqué une forte diminution des capitaux investis par de nombreux citoyens, ébranlant du même coup la foi des entreprises dans la croissance économique.

Il est important que nos membres, en tant que conseillers au service des entreprises, suivent de près l'évolution de l'économie en général et des entreprises individuelles en particulier. En périodes de conjoncture moins favorable, un tel suivi s'avère encore plus important si l'on veut pouvoir identifier les faiblesses en temps utile et permettre à l'organe d'administration de prendre des mesures adéquates.

Dans ce numéro, nous laisserons la parole au ministre-président de la Région wallonne, Rudy Demotte.

Dans le numéro précédent, vous aviez pu faire la connaissance du ministre-président de la Région flamande, Kris Peeters. L'occasion nous a également été offerte d'assister à un débat entre les deux ministres-présidents organisé par l'UNIZO. Si les avis des ministres-présidents des deux Régions divergent sur certains points (notamment sur l'impôt des sociétés), ils convergent néanmoins sur la question des chances d'emploi, une condition *sine qua non* si l'on veut faire baisser le chômage au niveau national.

Aujourd'hui, tout porte à croire que l'établissement du budget national ne sera pas une sinécure. Pourtant, la simplification de la réglementation fiscale mérite l'attention des politiques. Cette simplification de la réglementation fiscale est tout aussi importante pour les entreprises que la simplification administrative actuellement au cœur de l'actualité. Sans compter qu'une simplification de la réglementation fiscale profitera également au citoyen.

Lorsque ce numéro paraîtra, nous aurons déjà rencontré nos maîtres de stage. Le stage est essentiel dans le cadre de la préparation à l'exercice de la profession et le rôle du maître de stage devrait être mis davantage en valeur. Toutes les dispositions de l'arrêté royal du 8 avril 2003 relatif à l'examen d'admission, au stage et à l'examen d'aptitude d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal ont été exécutées. Le stage se déroule désormais dans un cadre rigoureusement organisé. L'Institut y investit une grande part de ses moyens financiers et humains (commission de stage, commission d'examen, jurys d'examen, service de stage, séminaires, etc.). C'est pourquoi nous devons faire en sorte, avec l'aide des maîtres de stage, de guider le stagiaire tout au long de son stage et de lui donner tous les atouts pour réussir. Car les stagiaires d'aujourd'hui sont les professionnels de demain. C'est sur eux que repose la continuité de la profession. ●